



C.C.V.O.3.F.

Siège : Mairie de Presles - 78, rue Pierre Brossolette – 95590 PRESLES

Adresse administrative : 1, avenue Jules Dupré – B.P. 30005 - 95290 L'ISLE-ADAM

Tél. : 01.34.69.12.06 – Courriel : contact@ccvo3f.fr

ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE

ELEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES POUR LA PERIODE 2021-2025

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Date limite de remise des offres : Vendredi 23 mai 2025 à 12h00

S O M M A I R E

DISPOSITIONS GENERALES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES	3
GENERALITES	3
CONSISTANCE DES PRESTATIONS	3
I. DEPOT SAUVAGES	4
<i>I.1.1. DEFINITION ET NATURE DES TYPES DE DECHETS PRIS EN CHARGE PAR LE PRESTATAIRE :</i>	<i>4</i>
<i>I.1.2. COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES :</i>	<i>4</i>
<i>I.1.3. CENTRES DE TRAITEMENT</i>	<i>4</i>
<i>I.2.1. DEFINITION ET NATURE DES TYPES DE DECHETS PRIS EN CHARGE PAR LE PRESTATAIRE.....</i>	<i>4</i>
<i>I.2.2. CONDITIONNEMENT, TRANSPORT, TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS D'AMIANTE.....</i>	<i>5</i>
<i>I.2.3. CENTRE DE TRAITEMENT :.....</i>	<i>5</i>
II SECURITE VEHICULES ET PERSONNEL.....	5
<i>II.1. SECURITE DES VEHICULES.....</i>	<i>5</i>
<i>II.2. PERSONNEL CHARGE DES OPERATIONS.....</i>	<i>6</i>
<i>II.3. COMPTE-RENDU ANNUEL</i>	<i>6</i>
III. DELAI D'INTERVENTION	6
IV. CONNAISSANCE DES CONTRAINTES	7

DISPOSITIONS GENERALES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES

GENERALITES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) définit les modalités d'enlèvement des dépôts sauvages et amiante sur le territoire de la CCVO3F.

Le lieu d'exécution :

Les communes de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts (CCVO3F) soit dans les villes respectives de Béthemont la Forêt, Chauvry, Villiers Adam, Méry sur Oise, Mériel, Parmain, Presles, Nerville la Forêt, L'Isle Adam.

L'accord cadre à bons de commande est conclu pour une période d'un an à compter du 1^{er} juillet 2025.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions

Le présent marché n'est divisé en en lots.

Le présent marché n'est pas divisé en tranches.

Le présent marché sera dévolu sur la base de prix unitaires et forfaitaires. Il sera établi des bons de commande pour chaque opération sur présentation d'un devis.

CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent contrat a pour objet **les enlèvements des déchets tout venant et des déchets d'amiante et industriels spéciaux provenant de dépôts sauvages** » sur le territoire de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts.

Les dépôts sauvages concernés sont ceux produits sur le territoire de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts.

Le service à effectuer par le prestataire a pour objet l'enlèvement des dépôts sauvages et leur transport jusqu'au lieu de traitement.

I. DEPOT SAUVAGES

Nature de la prestation

Enlèvements des dépôts sauvages sur le territoire de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts.

1.1.1. Définition et nature des types de déchets pris en charge par le prestataire :

- Tout venant : sont compris les déchets mélangés tels que les encombrants, plâtre et gypse.
- Déchets divers : sont compris les déchets tels que les déchets industriels banals, les ordures ménagères provenant des dépôts sauvages.
- Déchets inertes : sont compris les déchets tels que les gravats, les déblais, les déchets issus de démolition, pneumatiques, emballages vides souillés.
- Déchets d'enrobés bitumeux : fraisât et déchets d'enrobés contenant du goudron.
- Déchets bois : palettes, chutes.

1.1.2. Collecte des dépôts sauvages :

L'enlèvement des dépôts sauvages s'effectuera sur demande du lundi au vendredi au moyen d'un camion benne muni d'un grappin.

Le prestataire devra être équipé de sorte que l'ensemble des tas soient bien collectés et qu'il ne reste aucun déchet après son passage.

Le prestataire interviendra sur le territoire de la Communauté de Communes. Les points d'intervention lui seront communiqués par mail.

Le titulaire pourra intervenir **sur l'ensemble des voiries communales** sur demande par mail du représentant de la CCVO3F.

Dans une démarche de protection de l'environnement, le prestataire sera en capacité de proposer des caisse-palettes pour les pots de peinture. La tarification sera effectuée à la caisse-palettes pleine pour traitement.

1.1.3. Centres de traitement

Les installations devront être conformes à la réglementation en vigueur, notamment au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le traitement/valorisation des déchets est imposé dans le respect strict des lois, décrets et directives portant sur l'élimination ou la valorisation des catégories précitées.

Déchets industriels spéciaux et d'amiante provenant des dépôts sauvages

1.2.1. Définition et nature des types de déchets pris en charge par le prestataire

Déchets industriels spéciaux : catégorie de déchets d'origine industrielle et susceptible de présenter un danger pour l'homme et/ou l'environnement.

Amiante : silicate naturel hydraté de calcium et de magnésium à texture fibreuse, utilisé comme isolant thermique dans la construction mélangée à du ciment ou dans la fabrication des garnitures de freins d'embrayages Elle est classée cancérogène depuis 1977 et interdite depuis

1997. Les déchets d'amiante peuvent se présenter sous forme liée (plaques et ardoises en amiante-ciment) ou fibre (flocage, calorifugeage).

1.2.2. Conditionnement, transport, traitement et élimination des déchets d'amiante

- Sites de prestation de collecte :
Le titulaire pourra intervenir sur **l'ensemble des voiries communales** sur demande par mail du représentant de la CCVO3F.
- Conditionnement et enlèvement de l'amiante :
L'ensemble des déchets d'amiante sur site sera conditionné en big-bag double enveloppe certifiée.
Les plaques et ardoises devront, dans la mesure du possible, être palettisées.

D'une manière générale, le titulaire s'assurera que le conditionnement et le transport des déchets d'amiante permettront de garantir leur intégrité afin d'éviter la formation de débris et d'éléments fins susceptibles de libérer des fibres.

Le titulaire devra être muni des autorisations de transport par la route des déchets délivrés par la Préfecture. Le transport des déchets d'amiante devra respecter la réglementation ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par la route).

- Traitement d'amiante :
Le titulaire devra fournir les éléments permettant de caractériser les déchets d'amiante afin de déterminer les filières d'élimination adaptées : Centre d'enfouissement technique de classe 3 ou bien pour les déchets contenant de l'amiante libre ou des matériaux friables, dans des installations de stockage des déchets dangereux (centre d'enfouissement technique de classe 1).

1.2.3. Centre de traitement :

Les installations de traitement devront être conformes à la réglementation en vigueur, notamment au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).
Le traitement/valorisation des déchets est imposé dans le respect strict des lois, décrets et directives portant sur l'élimination des catégories précitées.

II SECURITE VEHICULES ET PERSONNEL

II.1. Sécurité des véhicules

Le Titulaire engage la responsabilité de sa société quant au parfait état de marche et de bon fonctionnement du parc de véhicules mis à disposition de la Communauté de Communes dans le cadre du présent marché.

Le matériel employé doit en outre satisfaire aux conditions suivantes :

- les véhicules devront être en bon état de fonctionnement et de propreté, ils ne devront pas présenter de fuites quelconques

- les véhicules devront répondre aux exigences de sécurité et d'hygiène en vigueur à la date de la remise de l'offre
- chaque véhicule sera équipé des ustensiles nécessaires au nettoyage des détritiques et jus éventuellement répandus sur la chaussée.

A cet effet, il devra être en mesure de fournir à la Communauté de Communes :

- soit une copie de l'attestation de contrôle de chaque véhicule concerné
- soit une attestation sur l'honneur du Titulaire certifiant le contrôle de l'ensemble de son parc de véhicules.

Le Titulaire reste entièrement responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité.

Tous les frais afférents aux véhicules, y compris leur assurance sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire devra adapter les véhicules mis à disposition en fonction des besoins de la Communauté de Communes. Il devra ainsi garantir le respect des délais.

Le candidat doit remettre dans son offre la liste exhaustive des moyens matériels dont il dispose pour effectuer les prestations qui lui sont confiées. Cette liste sera mise à jour régulièrement et transmise à la Communauté de Communes en cours de marché.

II.2. Personnel chargé des opérations

Le service fonctionnera avec un personnel approprié aux besoins, le titulaire devra tenir à disposition de la collectivité, le statut applicable à ce personnel et justifier des formations et compétences spécifiques dont il a bénéficié sur le thème de la gestion des déchets.

Un agent assermenté peut intervenir à la demande de la Communauté de Communes ou sur proposition du titulaire afin de chercher des éléments permettant l'identification du propriétaire des déchets.

Au fur et à mesure des recherches, des photos seront prises pour preuve et un compte-rendu de l'intervention sera effectué et envoyé à la Communauté de Communes avec les photos à l'appui.

Conditions de reprise des déchets

Le personnel sera en nombre suffisant pour assurer les services définis précédemment.

Le titulaire devra se conformer à la réglementation du travail concernant le personnel affecté au service objet du contrat.

Ce personnel rémunéré est pourvu, par les soins du titulaire de vêtements de travail de sécurité correspondant à sa fonction.

II.3. Compte-rendu annuel

Le titulaire devra fournir à la collectivité un bilan récapitulatif de ses interventions.

Il reprendra toutes les interventions par commune, par catégorie de déchets et par pesée.

III. DELAI D'INTERVENTION

Pour chaque demande par mail, une photo sera jointe afin que le Titulaire puisse établir un devis et rapidement mettre en œuvre les moyens nécessaires et adaptés pour le conditionnement et l'enlèvement des déchets.

Le Titulaire devra faire parvenir son devis sous 24h00 et intervenir dans un délai de 48 heures après l'acceptation du devis et l'émission du bon de commande.

IV. CONNAISSANCE DES CONTRAINTES

La remise d'une offre de prix à la présente consultation suppose que l'entreprise a pris connaissance des contraintes particulières liées à ce type de marché, et notamment :

- Les contraintes d'accès aux chemins communaux
- Les contraintes sanitaires dans leur ensemble

Ces contraintes sont réputées être prises en compte dans les prix unitaires et forfaitaires proposés par l'entreprise ; aucune réclamation ou demande de compensation financière ne sera acceptée à ce titre.

Les interventions sont réglées sur la base du bordereau des prix unitaires.

Le montant proposé pour chaque article du bordereau des prix unitaires couvre la totalité des main d'œuvre, transport, traitement, etc. nécessaires à la réalisation complète dans les règles de l'art de ladite prestation, quand bien même la définition de celle-ci ne figurerait pas explicitement ou figurerait de manière incomplète dans le corps du présent CCTP.

En l'absence de précision explicite, les interventions sont exécutées en horaires de jour (entre 8h00 et 17h00).

Les matériels ou matériaux à fournir par l'entreprise seront certifiés par norme et parfaitement adaptés, tant par leur fabrication qu'à leur destination.

Les prestations dont les prescriptions ne seraient éventuellement pas détaillées au présent CCTP, seront exécutées conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de prestations.